

ROYAUME DU MAROC
COMMUNE URBAINE DE CASABLANCA, MOHAMMEDIA ET AIN
HARROUDA
SOCIETE LYDEC

Gestion déléguée des services de distribution
d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement
liquide à Casablanca

Marché
MA N°430-2017 C/S

PROJET E-LEARNING LYDEC

Pièce N° 2
Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)

Pièce N° 2.1
Cahier des Clauses Administratives et Financières
(C.C.A.F)



PREAMBULE - DEFINITIONS

- La **LYDEC** est désignée dans la suite du Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F.) par le vocable "Maître d'ouvrage"
- Le « **Marché** » désigne l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 1.2 du présent C.C.A.F.
- « **L'Entreprise** » ou le « **Prestataire** » désigne l'attributaire du Marché.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – CLAUSES GENERALES	4
ARTICLE – I.0 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE I.1 - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	4
ARTICLE I.1 BIS - CHANGEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	5
ARTICLE I.2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE I.3 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	6
ARTICLE I.4 - SECURITE	7
ARTICLE I.5 – MAIN-D'ŒUVRE	7
ARTICLE I.6 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE	7
ARTICLE I.7 - CESSION DU MARCHE– SOUS TRAITANCE	8
ARTICLE I.8 – GARANTIE	8
ARTICLE I.9 - ELECTION DE DOMICILE	10
ARTICLE I.10 - REGLEMENT DES LITIGES	10
ARTICLE I.11 –PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	10
ARTICLE I.12 - VALIDITE DU MARCHE	11
ARTICLE I.13 - ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	11
ARTICLE I.14 – CLAUSE DE SUBSTITUTION	12
ARTICLE I.15 – RE-EVALUATION DES PRESTATAIRES	12
ARTICLE I.16 – CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE I.17 – Sans Objet	12
ARTICLE I.18 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	12
ARTICLE I.19 - INTERLOCUTEURS DEDIES	13
ARTICLE I.20 - PRESTATIONS ASSOCIEES	13
CHAPITRE II – CLAUSES FINANCIERES	14
ARTICLE II.1 - MODE DE REMUNERATION	14
ARTICLE II.2 - IMPOTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS	14
ARTICLE II.3 - REVISION DES PRIX	15
ARTICLE II.4 - GARANTIE DE BONNE EXECUTION	15
ARTICLE II.4bis - RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE II.4ters – CAS D'INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR	16
ARTICLE II.5 - NANTISSEMENT	16
ARTICLE II.6 - DECOMPOSITION DES PRIX DU BORDEREAU	16
ARTICLE II.7 - ABSENCE D'EXCLUSIVITE & PRESTATIONS NON PREVUS AU MARCHE	16
ARTICLE II.8 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	17
ARTICLE II.9 - DOMICILIATION BANCAIRE – DELAI DE PAIEMENT	17
ARTICLE II.9 bis – RECEPTION DU MARCHE	17
ARTICLE II.10 – RESILIATION DU MARCHE	17
ARTICLE II.11 – DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	18
ARTICLE II.12 - PENALITES - MESURES COERCITIVES	18
ARTICLE II.12 BIS : AUTRES MESURES COERCITIVES	19

Chapitre 1 – Clauses générales

ARTICLE – I.0 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la **mise en œuvre du projet e-learning de Lydec**.

Les prestations objet du présent marché sont en **lot unique** dont la consistance est le lancement d'un projet de formation digitale à l'attention de 3 200 collaborateurs de Lydec et ce, dans le cadre de sa stratégie de digitalisation et de diversification des modalités de formation continue.

L'objectif est de disposer à terme d'un ensemble de ressources pédagogiques digitales sur mesure à déployer dans des parcours mixant présentiel et e-learning ou 100% e-learning.

La durée du présent marché reconductible sera de **12 (douze) mois** renouvelable **par tacite reconduction** aux conditions stipulées au présent CCAF sans que la durée totale ne puisse dépasser **trois (3) années** à compter de la date de prise d'effet du marché.

Le présent marché sera réalisé par la passation des commandes. Les ordres de services des prestations objet du marché reconductible, tiennent lieu de commandes et sont délivrés par LYDEC.

Pendant la durée du marché reconductible, les quantités des prestations à exécuter et leur délai de livraison ou d'exécution sont précisés pour chaque commande par le Déléataire en fonction des besoins à satisfaire.

Les différentes prestations à fournir dans le cadre du présent marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE I.1 - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

L'Entreprise est soumise aux lois et règlements en vigueur au MAROC, notamment en ce qui concerne l'emploi, la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc.

1.1.1 L'Entreprise est soumise en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, L'Entreprise est soumise particulièrement aux dispositions découlant des textes ci-après dont il déclare avoir pris connaissance:

- La législation et la réglementation relevant du droit social au Maroc notamment, Le Dahir n° 1-03-194 du 14 rejev 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail et les textes pris pour son application. Le Dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 Juillet 1972 (15 jourmada II 1392) relatif au régime de sécurité sociale.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel.
- Le décret n°2.15.367 du 21 mai 2015 complétant le décret n°2-04-423 du (29 décembre 2004) fixant les conditions et les formes de présentation de la déclaration d'ouverture d'une entreprise, d'un établissement ou d'un chantier
- Le code général des impôts marocain;
- La loi 12-03 sur les Etudes d'Impact sur l'Environnement.
- La loi 28-00 sur la gestion des déchets et leur élimination.
- La législation relative au recrutement de la main d'œuvre locale.
- Les textes applicables en matière d'assurance et d'accident de travail.
- La réglementation relative aux règlements entre le Maroc et l'étranger.
- Dahir n° 1-86-193 (28 rebia II 1407) portant promulgation de la loi n° 2-79 relative aux unités de mesure (B.O. 18 mars 1987). Décret n° 2-05-813 du 25 jourmada I 1430 relatif au contrôle des instruments de mesure. (B.O. n° 5744 du 18 juin 2009).
- Le dahir n°1-02-238 du 25 Rejev 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances.
- Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 93-08 du 6 jourmada I 1429 fixant les mesures d'application générales et particulières relatives aux principes énoncés par les articles de 281 à 291 du code du travail
- la loi sur l'eau de juillet 1995 et le décret 2-04-553 du 24 janvier 2005 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines

- Le décret n°2-14-499 du 15 Octobre 2014, fixant les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les constructions

1.1.2 - Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, le prestataire est également soumis:

- Aux règles et normes techniques Marocaines (NM) homologuées par une décision ministérielle publiée au bulletin officielle. en l'absence de règles ou normes marocaines, aux règles et normes techniques Européennes ou Françaises (AFNOR, UTE, Règles CC.BA.68 et BAEL 1991, etc... dernières éditions).

Enfin, tous les textes réglementaires rendus applicables en la matière lors de la souscription de l'acte d'engagement et de la signature du présent marché par l'attributaire de ce marché. Il est expressément stipulé qu'en cas de contradiction entre des dispositions du présent marché et celles des documents sus visées, ce sont les clauses du marché qui primeront.

1.1.3. - Le prestataire doit respecter également les textes techniques généraux figurant au "Cahier des Clauses Techniques Particulières" (C.C.T.P.) du présent marché.

Le prestataire devra se procurer l'ensemble des documents prévus dans les alinéas 1.1, 1.2 et 1.3 ci-dessus s'il ne les possède pas déjà et il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

L'entreprise devra se procurer l'ensemble des documents prévus ci-dessus s'il ne les possède pas déjà et il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. En cas de contradiction entre les textes généraux législatifs et réglementaire, c'est le texte le plus contraignant pour l'Entreprise qui s'appliquera. Ce choix revient d'autorité de LYDEC.

ARTICLE 1.1 BIS - CHANGEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

En cas de changement législatif ou réglementaire ou fiscal, intervenant après la présentation de son offre et tout au long de l'exécution du Marché, L'Entreprise prendra en charge toutes les conséquences qu'il serait susceptible de subir ou qu'il subit suite à ce(s) changement(s) législatif(s) ou réglementaire(s) ou fiscal.

Toutefois, L'Entreprise pourra soumettre à Lydec une demande de prise en charge d'une partie des coûts supplémentaires ou une prolongation de délai. Lydec se réserve le droit d'accepter ou refuser la demande sans être tenue à en justifier les motifs.

ARTICLE 1.2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

1.2.0 Les obligations de L'Entreprise pour l'exécution des prestations objet du présent Marché résulteront de l'ensemble des documents figurant dans la liste ci-après et suivant l'ordre fixé par cette même liste :

Pièces du marché :

- **Pièce n°1 : Acte d'engagement**
- **Pièce n°2 : Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) comprenant :**
 - ⊕ **Pièce n°2.1 : Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F.) ;**
 - ⊕ **Pièce n°2.2 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)**
- **Pièce n°3 : Bordereau des Prix Unitaire formant le Détail Estimatif (BPU-DE)**
- **Pièce n°4 : Offre Technique de l'entreprise**
- **Pièce n°5 : Conditions Générales d'Achat de Lydec**
- **Pièce n°6 : Charte de sécurité SI**

1.2.1 Présence des pièces contractuelles :

Nonobstant la prévalence par ordre prévue par l'alinéa 1.2.0, En cas de non concordance, de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, c'est la disposition la plus contraignante pour L'Entreprise qui recevra application. Ce choix revient d'autorité à Lydec.

1.2.2 Préséance des pièces contractuelles et des textes :

Les pièces contractuelles priment les dispositions des textes visés à l'article 1.1, à l'exception des dispositions légales ou réglementaires impératives ou d'ordre public.

NB : Toutes les polices d'assurances objet du présent article, qui selon le code des assurances doivent être souscrites au Maroc, seront exigées auprès de compagnie(s) marocaine(s).

ARTICLE I.3 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE.

1.3.1 - Du seul fait de la signature du Marché, L'Entreprise reconnaît avoir reçu du Maître d'ouvrage toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du Marché. Il ne peut en aucun cas prévaloir d'un manque d'information relative à celles de ces indications générales sur lesquelles il aurait pu obtenir, sur sa demande, à la signature du Marché, les précisions qui lui sont nécessaires.

1.3.2 - Documentation sur les conditions de réalisation des prestations :

a) L'Entreprise est réputée avoir examiné les sites et les emplacements à sécuriser et avoir, après cet examen, fait toutes les études utiles ou nécessaires et qu'il a apprécié, tant sur le plan technique que matériel, les risques et les contingences éventuelles liées à ce marché.

b) Les documents d'information joints au dossier n'ont qu'un caractère indicatif, dont l'appréciation est laissée à L'Entreprise qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes, demandes d'information et mesures voulues.

L'Entreprise ne peut élever aucune réclamation ni demander aucune indemnité au cas où il estimerait que du fait des renseignements donnés même dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou de toutes sujétions.

c) L'Entreprise est réputée avoir étudié toutes les conditions du Marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les prestations peuvent être exécutés conformément à ces conditions et sans aucun recours contre Lydec.

L'Entreprise doit effectuer sa propre enquête sous sa seule et entière responsabilité et ne peut donc élever aucune réclamation pour manque d'information ou erreur ou mauvaise estimation de certains facteurs.

1.3.3. - Les pièces contractuelles et documents remis par Lydec à L'Entreprise au cours de l'exécution du Marché doivent être vérifiés par L'Entreprise. Celui-ci est tenu de signaler à Lydec toutes les erreurs ou omissions qui ne sauraient échapper à un prestataire qualifié ou qui lui apparaîtraient en raison de sa propre expérience et de proposer en conséquence les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du Marché.

1.3.4. - Pour tous documents, mémoires, notes techniques, plans, etc. L'Entreprise est tenue d'utiliser le système métrique et les unités de mesures s'y rattachant et de rédiger les dites pièces écrites en français, langue qui seule fait foi, les relations entre L'Entreprise et Lydec s'établiront en langue française.

1.3.5 - L'Entreprise assume, dans tous les cas, l'entière responsabilité de l'exécution du Marché, nonobstant l'examen par Lydec des documents techniques qui lui sont soumis, le transfert à des tiers de l'exécution de certaines prestations (cf. article 1.4), la surveillance et le contrôle exercés par Lydec.

1.3.6 L'Entreprise sera seul responsable, et supportera seul la charge résultant, de tous accidents ou dommages que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents peuvent causer tant à son personnel qu'aux tiers qu'au Maître d'Ouvrage, ses employés et ses représentants.

- L'Entreprise s'oblige à garantir et indemniser le Maître d'ouvrage contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

- Dans tous les cas, l'Entreprise s'engage à se substituer à LYDEC, à la première demande de cette dernière et dans un délai qu'elle fixe, dans toute action que viendrait un tiers ou un membre du personnel à engager à l'encontre de LYDEC.

1.3.7 Le titulaire déclare Disposer de toutes les autorisations administratives et réglementaires pour l'exercice de l'activité objet du présent Marché ;

ARTICLE I.4 - SECURITE

Pendant toute la durée du marché, l'entreprise est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité et l'hygiène en général et la protection de ses agents et des tiers. Ses agents intervenants sur les sites de Lydec resteront sous sa responsabilité et à ses frais, dans le cadre des mesures générales qui peuvent être applicables en vertu des textes légaux et réglementaires et en tenant compte des prescriptions de sécurité de LYDEC.

ARTICLE I.5 – MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre nécessaire à l'exécution du présent marché est recrutée par l'entreprise, sous sa responsabilité. L'entreprise doit respecter la législation en vigueur ou à venir portant réglementation du travail et des salaires au MAROC.

Le personnel de l'entreprise opérant sur site de LYDEC dans le cadre du présent marché est réputé être du personnel employé et rémunéré par la société prestataire et de ce fait ne peut, en aucun cas, prétendre être salarié de LYDEC ou réclamer son intégration parmi ses effectifs. Tous les problèmes inhérents à la gestion du personnel du prestataire, ses avantages matériels, sociaux ... et de toute autre nature que ce soit restent du ressort et compétence de l'entreprise.

ARTICLE I.6 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE

Avant tout commencement des prestations, le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, les copies certifiées conformes des contrats d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, notamment celles se rapportant :

1.6.1 - Assurances automobiles

Les véhicules automobiles doivent être garantis conformément aux dispositions du dahir n°1-02-238 du 25 Rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances, complété par le dahir n°1-04-05 du 1er rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n°09-03 complétant la loi n° 17-99 précitée.

1.6.2 - Accidents du travail et maladies professionnelles

Les accidents du travail et maladies professionnelles survenant au personnel de l'Entreprise doivent être garantis conformément aux dispositions du Dahir n 1-60-223 du 12 Ramadan 1382 (6 février 1963) portant modification en la forme du Dahir du 25 Hijja 1345 (25 Juin 1927) relatif à la réparation des accidents du travail. Lydec ne sera pas responsable des dommages et indemnités légales, payables en cas d'accidents survenant aux ouvriers ou employés de l'Entreprise ou des sous-traitants. L'Entreprise garantira et indemniserà Lydec contre toute demande de dommages et intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toutes natures relatives à ces accidents.

1.6.3 - Responsabilités civiles

Doivent être garanties les responsabilités civiles incombant :

- 1 Au prestataire, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages, objet du présent Marché, jusqu'à leur réception définitive, les marchandises, les matériels, les installations, le personnel du prestataire.
- 2 Au prestataire, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances, aux Biens et aux agents du Maître de l'Ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers dont le Maître de l'Ouvrage est responsable, jusqu'à la réception définitive.
- 3 Au Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents. Le contrat correspondant doit prévoir une clause de renonciation à recours contre le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants.
- 4 Au maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés au personnel salarié du prestataire et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance "accident du travail".

1.6.4 - Présentation des polices

L'entreprise est tenu d'adresser à Lydec, avant tout commencement d'exécution des prestations, et chaque fois que Lydec le demandera en particulier, la photocopie certifiée conforme des polices d'assurance contractées pour la couverture des risques énumérés ci-dessus.

L'entreprise est tenue également de présenter à Lydec, chaque fois qu'il le demande, les attestations émanant de la Compagnie d'assurance certifiant que les primes ont bien été réglées.

1.6.5 Sous-traitants

Les garanties des contrats d'assurances citées ci-dessus doivent être étendues aux sous-traitants, sauf si les sous-traitants sont déjà couverts pour ces mêmes risques ; les contrats propres aux sous-traitants doivent être présentés au Maître de l'Ouvrage à sa demande (voir 1.6.6 ci-dessous), ainsi qu'une attestation de validité et de paiement des primes en cours.

1.6.6 - Recours en cas de carence

Dans le cas où l'entreprise manquerait à son obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée au présent article ou tout autre exigée par le Marché, Lydec serait en droit, sans y être obligé, de contracter lui-même cette assurance ou de la maintenir lui-même en état de validité, de payer les primes correspondantes et de déduire les montants ainsi payés par lui de toute somme due ou à devoir à l'entreprise ou d'en récupérer le montant comme s'il s'agissait d'une dette de l'entreprise.

1.6.7 Délégation d'assurance :

1 Les contrats d'assurance devront prévoir une clause de délégation des indemnités d'assurance au profit de Lydec chaque fois que le dommage aura été causé à elle dans l'un des cas visés ci-dessus. Lydec pourra hors la présence du prestataire percevoir les dites indemnités.

2 LYDEC doit être désignée en tant qu'assuré principal.

1.6.8 Déclaration et prise en charge des incidents ou accidents:

1 Le prestataire doit déclarer à LYDEC, tout incident ou accident de quelque nature que ce soit survenu à l'occasion de l'exécution du marché sur le chantier et ce, dès survenance dudit incident ou accident et le porter dans le cahier de chantier.

Le prestataire fait son affaire personnelle des déclarations, s'il y a lieu auprès des autorités administratives et des services de police.

2 Le prestataire s'engage également à déclarer et prendre en charge et à ses frais tout accident ou incident de quelque nature que ce soit subi, à l'occasion de l'exécution du présent marché, par son personnel, par les agents de LYDEC ou par les tiers à son assureur au plus tard dans les 48 heures suivant la survenance de l'accident. Il doit dans le même délai communiquer à LYDEC, par écrit, copie de la déclaration de l'accident.

NB : Les réclamations de tiers, du personnel du prestataire reçus, le cas échéant, par Lydec seront transmises directement au prestataire pour prise en charge de manière à ce que LYDEC ne soit jamais inquiétée à leur sujet.

Le non-respect de cet alinéa constitue une faute grave au sens du présent CCAF.

1.6.9 Etendue des responsabilités générales de l'Entreprise :

L'entreprise garantit et s'engage à indemniser Lydec contre les conséquences de tout dommage ou préjudice causé, à l'occasion des prestations, à toute personne et à toute propriété.

L'entreprise s'engage également garantir et indemniser Lydec contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion de ces prestations.

ARTICLE I.7 - CESSION DU MARCHE- SOUS TRAITANCE.

1.7.1 Le marché ne peut être cédé en partie ou en totalité qu'après autorisation écrite et préalable du Maître d'ouvrage.

1.7.2 Le prestataire ne peut sous-traiter tout ou partie de l'exécution du marché même sous sa responsabilité, qu'avec l'accord écrit et préalable du client assorti le cas échéant, des conditions de sous-traitance.

ARTICLE I.8 - GARANTIE

I.8.1- Garantie produits et services :

- Le prestataire s'engage, pendant toute la durée du Marché, à exécuter pour le compte de Lydec les prestations objet du présent marché d'une qualité constante et strictement conforme aux normes spécifiées pour chaque référence. Des contrôles ou essais de conformité peuvent être effectués à tout moment par un expert diligenté

par LYDEC. A première demande de LYDEC et dans un délai fixé par cette dernière, le prestataire fera en outre les tests de routine sur la qualité des prestations en présence des experts désignés par LYDEC.

- L'Entreprise, expert, est tenu d'une obligation de résultat et assume notamment à ce titre l'entière responsabilité de la prestation et des choix techniques à mettre en œuvre pour sa réalisation et son adéquation à l'usage auquel elle est destinée, dont l'Entreprise déclare avoir parfaite connaissance.

A cet effet, l'Entreprise garantit à LYDEC que les Services :

- seront de qualité marchande requise,
- seront exempts de tout vice caché et apparent,
- seront adaptés et conformes aux besoins de LYDEC.
- seront conformes aux spécifications et seront conformes à toutes les règles, obligations légales, normes et réglementations se rapportant à la prestation objet du présent CCAF

L'entreprise devra apporter toute garantie à LYDEC sur le respect des normes qualité ou services et des réglementations nationales en vigueur ou à défaut, internationales.

- L'Entreprise garantit à LYDEC l'exactitude des informations données dans son offre sur les qualités des services proposés.

1.8.2- Période de garantie

La garantie des services objet du présent marché doit être assurée pendant toute la durée du marché.

1.8.3- Garantie propriété

L'Entreprise transfèrera la pleine et entière propriété de la prestation et garantit qu'aucun tiers ne dispose d'un quelconque droit susceptible de priver LYDEC, en tout ou partie, des Services. Nonobstant toute opération de contrôle ou de réception chez l'entreprise, le transfert de la propriété s'opère à l'exécution des prestations. L'entreprise conserve cependant les risques inhérents à la prestation jusqu'à l'émission par LYDEC d'un procès-verbal de réception sans réserves.

1.8.4- Garantie propriété industrielle et/ou intellectuelle

L'entreprise garantit Lydec contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée en matière de brevet, propriété industrielle, littéraire, artistique ou commerciale.

1.8.5- Garantie contre le dysfonctionnement ou le vice

1.8.5.1 Dans le cadre de la période de garantie telle que stipulée au 1.8.2 ci-dessus et dès lors qu'il serait constaté par LYDEC par voie d'expertise, au choix de LYDEC, et sans aucune formalité notamment judiciaire,

(i) un dysfonctionnement ou un vice de quelque nature (notamment vice d'exécution) ou importance que ce soit affectant la prestation

(ii) ou en général, une non-conformité de la prestation aux stipulations de la commande ou du présent marché au titre duquel la commande est passée

(iii) ou une non-conformité aux normes et réglementations en vigueur au moment de la passation de la commande,

L'Entreprise s'engage à ses frais, à rectifier, réparer, remplacer, modifier, mettre au point, au choix de Lydec et dans un délai fixé par cette dernière, la prestation (y compris frais éventuels de déplacement de personnel, ... etc.) de telle sorte que celle-ci fonctionne en tout point conformément aux dispositions de la Commande et aux stipulations du présent marché et à l'usage pour lequel elle est destinée.

A cet égard, LYDEC se réserve, en outre, le droit de réclamer la rectification de toutes les prestations exécutées soit au titre de la commande(s) ou du présent marché. Le tout, sans préjudices des dommages intérêts auquel Lydec pourrait prétendre et de tous autres droits et actions.

Pendant la période de garantie, les dysfonctionnements ou vice objet du présent alinéa seront constatés par Lydec par voie d'expertise, au choix de LYDEC. Le constat est opposable au prestataire qui ne peut élever aucune réclamation.

1.8.5.2 Au cas où l'Entreprise appelée à exécuter sa garantie, ne remplit pas son obligation dans le délai imparti à l'alinéa précédent, LYDEC se réserve le droit, en outre, d'appliquer des pénalités de retard dans les mêmes conditions que l'article II.2 du présent CCAF, sans préjudices de tous autres droits et actions.

1.8.5.3 Dans le cas où les prestations remplacées en application des dispositions du présent article sont affectées elles-mêmes de dysfonctionnement ou d'un vice de quelque nature ou importance que ce soit ou sont non-conformes aux stipulations de la commande ou du présent marché au titre duquel la commande est passée ou une non-conformité aux normes et réglementations en vigueur au moment de la passation de la commande, l'Entreprise s'engage, à la première demande de Lydec et dans un délai fixé par cette dernière, à :

(i) reprendre à ses frais, risques et périls toutes les prestations exécutées pour le compte de LYDEC au titre du marché donnant lieu aux commandes,

(ii) restituer le prix réglé par Lydec,

Au cas où l'Entreprise manquerait à ces obligations, il sera redevable, en outre, à Lydec des pénalités de retard dans les mêmes conditions que l'article II.12 du présent CCAF.

1.8.5.4 Dans tous les cas (1.8.1 à 1.8.4), Lydec se réserve, en outre, la possibilité de suspendre les commandes en cours et leur paiement et/ou de refuser d'honorer toute nouvelle commande sans préjudice de toute autre voie d'action jusqu'à ce que le prestataire exécute entièrement ses obligations de garantie.

1.8.5.5 Dans tous les cas (1.8.1 à 1.8.4), LYDEC se réserve, en outre, la faculté de résilier la commande (s) et le marché ou contrat au titre duquel les commandes sont passés et ce, dans les conditions de l'article II.10 ci-après.

1.8.6- Garantie sur matériels estampillés Lydec

Pour tout matériel estampillé Lydec qui serait transporté ou stocké même provisoirement dans les locaux de l'entreprise celle-ci devra garantir à Lydec la sécurité des accès de ses locaux.

En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de ces matériels estampillés Lydec, la responsabilité du prestataire pourra directement être engagée.

1.8.7- Garantie sociale et travail des enfants

L'entreprise atteste être en règle avec la législation du travail. Elle reconnaît que l'ensemble de son personnel est dûment déclaré à la CNSS (ou des assurances du même type pour les consultants étrangers) et bénéficie d'une couverture accident du travail. L'entreprise déclare formellement ne pas employer d'enfants de moins de 16 ans et ne pas recourir au travail clandestin.

Sur simple demande de Lydec, le prestataire devra fournir les attestations de déclaration à la CNSS pour son personnel.

Tout manquement par l'entreprise aux dispositions ci-dessus pourra donner lieu à des poursuites en dommages et intérêts par Lydec et à la mise en œuvre de la caution constituée par le prestataire pour ce marché.

ARTICLE I.9 - ELECTION DE DOMICILE

1.9.1 Pour l'exécution des prestations objet du présent Marché, L'Entreprise déclare faire élection de domicile à

L'Entreprise a l'obligation de maintenir son domicile au Maroc pendant toute la durée des prestations et de l'année de parfait achèvement.

En cas de changement de domicile, L'Entreprise est tenue d'en aviser Lydec, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

1.9.2 Faute de respecter cette clause, Lydec a le droit de résilier le marché aux torts et frais exclusifs de L'Entreprise, sans préavis ni formalité aucune, sans préjudice des droits à exercer contre lui par Lydec.

ARTICLE I.10 - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est régi par le droit marocain.

Le Maître de l'Ouvrage et L'Entreprise feront tous les efforts nécessaires pour régler, à l'amiable, les différends ou litiges nés du Marché.

Dans le cas où ledit différend ou litige ne serait pas résolu par voie amiable dans un délai de 30 jours à compter de la notification par l'une des parties à l'autre des termes du différend ou litige, il sera soumis au tribunal de commerce de Casablanca.

ARTICLE I.11 -PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

1.11.1 Du seul fait de la signature du Marché, L'Entreprise garantit LYDEC contre toutes les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des prestations et émanant des titulaires de droits de propriété intellectuelle notamment brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce.

Il appartient à L'Entreprise d'obtenir à ses frais les cessions, licences ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des droits, redevances ou indemnités y afférents.

1.11.2 En cas d'actions dirigées contre la LYDEC par des tiers détenteurs ou titulaires de droits de propriété intellectuelle notamment de brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce

utilisé par L'Entreprise pour l'exécution des prestations, L'Entreprise doit intervenir à l'instance et indemniser la LYDEC de tous dommages - intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par elle.

1.11.3 L'Entreprise et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée du marché et après son achèvement pour la durée, fixée l'alinéa 1.11.4 sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance. Sans autorisation préalable et écrite de la part de LYDEC, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à LYDEC des renseignements qui leur seront fournis et des résultats d'examens, enquêtes et recherches effectuées pour accomplir leurs prestations.

L'Entreprise s'interdit formellement de divulguer ou de laisser divulguer toute information, écrite ou orale de quelque nature que ce soit (technique, commerciale, financière ou autre) étant non accessible ni connue du public en général et concernant LYDEC, sauf autorisation écrite et préalable de cette dernière.

Il s'engage à adopter les mesures nécessaires concernant l'usage ou la conservation de données et ce afin d'empêcher toute fuite des données de LYDEC. Il mettra en œuvre les procédures nécessaires afin de respecter et de faire respecter par son personnel l'obligation de confidentialité établie dans la présente clause.

Tout manquement à cette obligation de L'Entreprise ou de l'un de ses agents (Fixe et/ou temporaire) sera considéré comme une faute grave et pourra entraîner la résiliation immédiate du présent marché et ce, sans préjudice des dommages et intérêts que LYDEC serait en droit de demander au prestataire.

A première demande de LYDEC et dans un délai de 8 jours, le prestataire s'engage à :

- Restituer à LYDEC toute documentation qui lui a été transmise
- Détruire toute les copies et enregistrements en sa possession de ladite documentation
- Certifier et garantir à LYDEC que tous les documents concernant les prestations objet des présentes ont été restitués ou détruits.

1.11.4 L'obligation de confidentialité engage L'Entreprise de manière définitive et irrévocable et demeurera valable pour une durée de 20 ans à compter de la date la signature du marché par LYDEC.

ARTICLE I.12 - VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après signature par le Directeur Général de LYDEC ou la personne déléguée par lui à cet effet.

ARTICLE I.13 - ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1 - LYDEC souhaite associer étroitement ses Prestataires à ses valeurs (Exemplarité, Innovation, Professionnalisme, Confiance, Cohésion, Esprit Citoyen), en particulier en vue de respecter et promouvoir ses engagements en faveur du développement durable.

2 - Le prestataire s'engage à respecter ces Règles, et en particulier à :

- (i) ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- (ii) veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis-à-vis des tiers ;
- (iii) assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- (iv) respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ; et ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent à L'Entreprise mais aussi à ses éventuels sous-traitants.

3 - L'Entreprise s'engage à mettre en place au sein de sa société les règles et procédures nécessaires afin de s'assurer du respect des obligations visées dans le présent article et d'en faire une évaluation régulière.

4 - Si LYDEC suspecte un manquement de l'Entreprise à l'une de celles-ci, LYDEC pourra à tout moment lui demander des informations, éclaircissements, ou des explications quant aux manquements suspectés. L'Entreprise s'engage, à première demande, à fournir à LYDEC, dans les plus brefs délais possibles, lesdites informations, éclaircissements, ou explications, étayés de toutes les preuves nécessaires, et ceci avec le degré de précision et d'exhaustivité demandé par LYDEC.

5 – Si l'Entreprise ne fournit pas lesdites informations, éclaircissements, ou explications, LYDEC pourra, sans que ce soit une obligation, demander, après un préavis raisonnable, à un cabinet externe indépendant choisi en concertation avec l'Entreprise, de faire un audit de l'Entreprise afin de vérifier le respect des stipulations du présent article.

6 – Au cas où il serait prouvé que l'Entreprise a manqué aux engagements définis ci-dessus dans le paragraphe 2, sous paragraphes (i) à (iv), LYDEC pourra proposer à l'Entreprise des solutions et/ou des plans d'action raisonnables et proportionnels afin de remédier aux dits manquements.

ARTICLE I.14 – CLAUSE DE SUBSTITUTION

En vertu de la convention de gestion déléguée et en cas de rachat, de déchéance ou de résiliation du contrat de gestion déléguée dont LYDEC est Prestataire, il est expressément convenu que l'Autorité Délégante sera subrogée dans les droits et obligations de LYDEC au titre du marché passé avec le soumissionnaire.

Les clauses et conditions du marché s'imposeraient alors à l'Autorité Délégante.

ARTICLE I.15 – RE-EVALUATION DES PRESTATAIRES

Dans le cadre de la réévaluation trimestrielle de ses prestataires, Lydec pourra procéder à une notation de l'entreprise selon les critères suivants :

- Performance technique
- Gestion du planning
- Réactivité et Comportement
- Hygiène et Sécurité
- Respect de l'environnement et développement durable

En cas de réévaluation, les résultats seront communiqués au prestataire.

ARTICLE I.16 – CONFIDENTIALITE

L'entreprise s'interdit de divulguer ou de laisser divulguer toute information, écrite ou orale de quelque nature que ce soit (technique, commerciale, financière ou autre) étant non accessible ni connue du public en général et concernant Lydec.

Elle s'engage à adopter les mesures de prévention et de sécurité nécessaires concernant l'usage, la conservation et l'accès de son propre personnel à ces données afin de respecter et de faire respecter l'obligation de confidentialité établie dans le marché.

L'obligation de confidentialité du prestataire stipulée dans les présentes sera valable pendant toute la durée du marché, ainsi que pour une durée de 20 ans après son expiration.

ARTICLE I.17 – Sans Objet

ARTICLE 1.18 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

1.18.1 - Personnel du prestataire :

Le prestataire garantit à LYDEC la fiabilité de ses agents notamment sur le plan éthique.

Le prestataire s'engage à remplacer ses agents dans un délai fixé par LYDEC et sur simple demande écrite motivée de LYDEC pour les raisons suivantes :

- Non-respect des demandes et exigences posées par LYDEC ;
- Indiscrétion ou mauvaise tenue des agents ;
- Non-respect des règles de sécurité de LYDEC.

Le prestataire est responsable de toutes dégradations des biens de LYDEC ou dommages qui seraient engendrés par son personnel dans le cadre du contrat le liant à LYDEC. Tout dommage causé devra être réparé aux frais du prestataire et le montant des réparations sera à première demande soit réglé par le prestataire soit remboursé à LYDEC soit déduit des règlements dus au prestataire.

1.18.2 - Hygiène et sécurité:

En tant que professionnel, le prestataire s'engage à éviter les risques relatifs aux personnes et aux biens dans les locaux de LYDEC. Il doit notamment équiper son personnel d'un outillage suffisant, adéquat et conforme aux normes de sécurité de LYDEC. Plus généralement, Il s'engage à se conformer strictement aux règles de sécurité préconisées par LYDEC

LYDEC se réserve le droit de contrôler le matériel et les équipements du prestataire à tout moment.

ARTICLE 1.19 - INTERLOCUTEURS DEDIES

Le prestataire désigne un interlocuteur dédié à LYDEC joignable sur GSM. L'interlocuteur en charge du contrat LYDEC est informé précisément des conditions du marché et doit avoir le pouvoir de régler les problèmes ou de prendre des décisions.

En cas d'absence occasionnelle de l'interlocuteur dédié, le prestataire s'engage à mettre en place un remplacement permettant de maintenir en permanence le niveau décisionnel de l'interlocuteur dédié et informer LYDEC en communiquant les noms, prénom et n° GSM du nouvel interlocuteur.

L'interlocuteur dédié pour LYDEC est M :

En qualité de : GSM :

ARTICLE 1.20 - PRESTATIONS ASSOCIEES

1.20.1 Fiches techniques – Résultat – Essais :

Le prestataire s'engage à fournir à la première demande de LYDEC et dans un délai fixé par elle, les fiches techniques de la prestation objet du présent marché ainsi que tous les tests et essais réalisés dans le cadre des normes applicables. Il s'engage également à accompagner chacune de ses prestations des rapports d'essais réalisés sur l'exécution ainsi que les enregistrements y afférents.

1.20.2 Informations trimestrielles :

Le prestataire s'engage à fournir à première demande de LYDEC et dans un délai fixé par elle, un rapport synthétique trimestriel de l'activité : statistiques des commandes par article et par période, commandes restant à livrer etc...

Le manquement aux obligations 1.20.1 et 1.20.2 pourra faire l'objet de pénalités conformément à l'article II.12 du présent CCAF.

Chapitre II – Clauses financières

ARTICLE II.1 - MODE DE REMUNERATION

II.1.1- Prix

L'entreprise est réputée avoir examiné en détail, avant l'établissement de ses prix, toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la date de la remise de son offre. En cas de variation des lois douanières applicables, l'entreprise fera bénéficier LYDEC de toute réduction des droits de douanes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché y compris tous les droits, droits de douanes, impôts, taxes, charges d'assurances, dépenses de transport, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire de l'exécution du marché

II.1.2 - Mode de règlement des prestations

Les Règlements par le Maître de l'Ouvrage se font en Dirhams.

Après réalisation des prestations ainsi que leur réception et acceptation sans réserve, celles-ci sont considérées comme effectuées avec la signature d'un attachement contradictoirement par les deux parties. Il est porté sur ce document la mention de l'acceptation des prestations par Lydec. Le paiement de prestations non effectuées ne peut en aucun cas être réclamé par l'entreprise prestataire.

Les factures de l'entreprise seront réglées en dirhams après réception et acceptation sans réserve des prestations exécutées.

Les modalités de règlement sont de 90 jours à compter de la date de réception des factures en 4 exemplaires au bureau d'ordre (48 rue Mohamed Diouri – immeuble Laâroussi du lundi au vendredi avant 17 H).

II.1.3 Délai de livraison :

Le prestataire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations objet du présent marché dans les délais spécifiés à l'article II.11 comptés à partir de la date indiquée sur le bon de commande adressé par LYDEC.

Le délai de réalisation des prestations doit être strictement respecté. En cas de non-respect des délais imputables au prestataire, LYDEC pourra appliquer des pénalités de retard stipulées à l'article II.12 du présent CCAF, sans préjudices des mesures coercitives du présent marché (article II.12).

ARTICLE II.2 - IMPOTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS

Le soumissionnaire sera entièrement responsable de tous impôts, taxes, éventuelles retenues à la source pour les prestations des sociétés étrangères, droits de timbre, droits de douanes en cas de fournitures importés, patentes à payer dans le cadre de la mise en service des fournitures ou prestations objet du marché.

Le prestataire est réputé avoir examiné en détail, avant l'établissement de ses prix, toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la date de la remise de son offre.

Les prix du bordereau des prix et du détail estimatif et des soumissions seront libellés entièrement en dirhams marocains.

Pour les entreprises étrangères :

- Pour toutes les prestations, objets du présent marché, l'Entreprise n'ayant pas d'établissement au Maroc sera passible des taxes, impôts, retenues à la source, perçus sur le territoire du Royaume du Maroc, conformément à la législation fiscale en vigueur au Maroc.

- Elle doit faire accréditer auprès de l'Administration fiscale marocaine un représentant domicilié au Maroc, qui s'engage à se conformer aux obligations auxquelles sont soumis les redevables exerçant au Maroc, et à payer la taxe sur la valeur ajoutée exigible.

- Elle doit communiquer au maître d'ouvrage le document justifiant cette accréditation dans un délai de 20 jours à compter de la signature du Marché et en tout cas avant l'émission de toute facture. La facture doit mentionner le n° d'identification fiscale attribué à l'Entreprise.

- En cas de groupement comprenant une Entreprise n'ayant pas d'établissement au Maroc, et au cas où le mandataire commun pilote serait son représentant fiscal au Maroc, il doit communiquer le document justifiant son accréditation dans un délai de 20 jours à compter de la signature du Marché et en tout cas avant l'émission de toute facture.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre tout paiement à l'Entreprise en cas de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE II.3 - REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché

ARTICLE II.4 - GARANTIE DE BONNE EXECUTION

La garantie de bonne exécution est fixée à TROIS POUR CENT (3%) du montant initial du marché en TTC.

La garantie de bonne exécution prendra la forme d'une garantie bancaire réalisable à première demande et émanant d'une Banque s'engageant avec le prestataire à verser au maître d'ouvrage, jusqu'à concurrence du montant de garantie stipulé ci-dessus, les sommes dont ils viendraient à être reconnus débiteurs envers le maître d'ouvrage à l'occasion du présent marché.

Il est rappelé que le prestataire doit produire cette garantie bancaire conformément au modèle annexé au Règlement de la Consultation. La garantie bancaire doit être émise par une Banque marocaine habilitée à émettre de telles garanties.

La garantie bancaire doit être communiquée au maître d'ouvrage dans les Trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché et elle restera affectée à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à l'expiration de trois mois à dater de la réception définitive du marché.

La garantie bancaire est libérée sur main levée du maître d'ouvrage, sauf les cas d'application des mesures coercitives prévues dans le CCAF, dans les trois (03) mois suivant la date de la réception définitive des travaux après que le titulaire du marché ait rempli à la date de la réception définitive toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage et a justifié du paiement des indemnités dont il serait redevable en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire promulguée par le Dahir n° 1-81-254 du 11 rejev 1402 (6 mai 1982) à raison des dommages causés à la propriété privée par l'exécution du marché.

La garantie de bonne exécution sera acquise également par le maître d'ouvrage dans les cas prévus par le présent CCAF.

Les frais de la garantie bancaire seront à la charge du prestataire.

Une Garantie supplémentaire pourra être exigée par LYDEC pour les éventuels avenants au marché. Il est fixé à 3% du montant de l'avenant du marché en TTC et devra être délivré à l'entreprise dans les conditions précitées.

ARTICLE II.4bis - RETENUE DE GARANTIE

1 La retenue de garantie est fixée à 7 % (SEPT POUR CENT) du montant initial du Marché en TTC augmenté le cas échéant des montants de ses avenants. Elle sera constituée par application d'une retenue de 10 % (DIX POUR CENT) sur chaque décompte présenté par l'Entreprise et ce jusqu'à ce que le montant de 7 % (SEPT POUR CENT) de la valeur initiale du Marché soit atteint. Elle peut être remplacée par une caution bancaire dans les conditions prévues à l'alinéa 2 ci-après. Elle sera restituée après la réception définitive, sous réserve que l'Entreprise ait satisfait à toutes ses obligations, et notamment qu'il ait fourni tous les documents relatifs à l'approbation de son décompte définitif.

2 La caution bancaire doit être réalisable à première demande et émise par une banque marocaine habilitée à émettre de telle garantie. Cette garantie doit être soumise, pour accord, au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la notification de l'approbation du marché. A défaut d'accord du maître d'ouvrage, ce dernier opérera la retenue de garantie suivant les conditions de l'alinéa 1^{er} du présent article.

ARTICLE II.4ters - CAS D'INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

1. L'inexactitude avérée de la déclaration sur l'honneur entraînera l'ensemble des sanctions suivantes ou l'une d'entre elles, sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales :
 - l'exclusion temporaire ou définitive du déclarant des marchés passés par Lydec, assortie de la saisie du cautionnement;
 - la résiliation du marché aux torts et griefs du titulaire, assortie de la saisie du cautionnement, suivie ou non de la passation d'un nouveau marché. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un nouveau marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au déclarant sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à Lydec.
2. Le déclarant sera invité, au préalable, par écrit à présenter ses observations dans le délai imparti par Lydec qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Après examen de sa réponse ou à l'expiration du délai précité, la décision de sanction lui sera notifiée.

ARTICLE II.5 - NANTISSEMENT

"Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un nantissement en application des dispositions du dahir du 9 ramadan 1331 (12 Août 1913) formant code des obligations et contrats et ce, selon une procédure établie d'un commun accord entre le titulaire du marché, la banque du choix du titulaire du marché et LYDEC.

Tous les frais liés à ce nantissement sont à la charge du titulaire du marché."

ARTICLE II.6 - DECOMPOSITION DES PRIX DU BORDEREAU

L'Entreprise fournira la décomposition du prix total de sa proposition dans le but de faire apparaître le prix hors taxes et le montant des taxes.

ARTICLE II.7 - ABSENCE D'EXCLUSIVITE & PRESTATIONS NON PREVUS AU MARCHÉ

1 LYDEC ne s'engage pas à confier au prestataire la totalité des prestations. Elle se réserve le droit d'effectuer elle-même une partie de ces prestations. Elle pourra être amenée dans l'intérêt de la gestion déléguée à faire appel à toute autre entreprise sans que le prestataire titulaire du Marché cadre ne puisse prétendre à indemnisation.

2- Cas pour prestations non prévus au marché :

- Lorsque, sans changer l'objet du marché, LYDEC juge nécessaire d'exécuter des prestations supplémentaires imprévues au moment de la passation du marché principal, considérés comme l'accessoire dudit marché et ne dépassant pas dix pour cent (10%) de son montant, le prestataire doit se conformer sans délai aux ordres de service qui lui sont adressés à ce sujet et préparer immédiatement de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux prestations les plus

analogues. En cas d'impossibilité absolue d'assimilation, il est pris pour terme de comparaison les prix courants pratiqués au Maroc.

- Les nouveaux prix sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du Marché et de manière à être passibles du rabais ou de la majoration si le marché en comporte.
- Lorsque LYDEC et le prestataire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs ceux-ci feront l'objet d'un avenant.
- Les prestations non prévues ou prestations supplémentaires ne seront exécutés qu'après signature de l'avenant par les deux parties, qui peut, éventuellement, augmenter les délais d'exécution en fonction des prestations supplémentaires ou des prestations non prévues.

ARTICLE II.8 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

L'Entreprise supportera les frais de timbre, et s'il y a lieu les frais d'enregistrement des différentes pièces du Marché.

ARTICLE II.9 - DOMICILIATION BANCAIRE - DELAI DE PAIEMENT

L'Entreprise à l'obligation d'avoir une domiciliation bancaire. Les références de ce compte bancaire doivent être fournies par écrit par L'Entreprise à LYDEC.

Le présent marché est domicilié auprès de :

- Nom de la Banque :
- Adresse :
- Numéro de compte (24 chiffres) :

« **Le paiement se fera dans un délai de 90 jours à partir de la date de dépôt de la facture au bureau d'ordre** de Lydec sise, à 48 rue Mohamed Diouri, Immeuble Laâroussi Casablanca accompagnée des attachements des prestations réalisées objet de la facture, validés par Lydec. »

ARTICLE II.9 bis - RECEPTION DU MARCHÉ

La réception provisoire sera prononcée en vue des rapports remis par le titulaire et des contrôles effectués par le maître d'ouvrage pour les constatations du service fait et la vérification de la quantité et de la qualité des prestations exécutées.

Si les prestations exécutées ne donnent pas entière satisfaction, la réception provisoire ne sera pas prononcée. Le titulaire devra alors intervenir pour remédier aux anomalies constatées. Il n'y aura pas de facturation des prestations non admises.

La réception provisoire des prestations fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront portées les observations du représentant du maître d'ouvrage.

La réception définitive marquera la fin de l'exécution du présent marché. Les obligations de garanties, de confidentialité incombant au prestataire survivront à l'expiration du présent marché. Ces obligations demeureront valables jusqu'à l'expiration de leurs durées spécifiques prévues par le présent marché

ARTICLE II.10 - RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de manquement du prestataire aux obligations des présentes, Lydec le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui est notifiée par ordre de service ou par lettre.

Ce délai, sauf le cas d'urgence dont LYDEC est seule juge, n'est pas inférieur à 48 heures à dater de la notification de la mise en demeure.

Si le prestataire ne remédié pas à son manquement dans ce délai, Lydec se réserve le droit de résilier de plein droit et sans formalité judiciaire ni autre préavis et ce, sans préjudice tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

En outre, LYDEC pourra, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquelles elle pourrait prétendre, résilier le marché de plein droit, sans que le prestataire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit de ce fait dans les cas suivants:

Avec effet immédiat en cas de :

- Cessation d'activité ;
- Demande des autorités administratives ou judiciaires compétentes.
- Situation de force majeure dont les effets perdureraient au-delà d'une durée de 1 semaine ;
- Atteinte du plafond des pénalités.
- Non-respect des garanties stipulées à l'article I.8 ci- dessus;

En cas de résiliation, l'entreprise s'engage à remettre à Lydec, au plus tard dans les dix (10) jours de la date de résiliation et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du marché.

ARTICLE II.11 – DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché, est conclu pour une durée initiale **de 12 (douze) mois** à compter de sa date de signature par les parties. Il sera renouvelable par tacite reconduction par période d'une année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois au moins avant l'échéance de la durée initiale. De convention expresse, les parties conviennent que **la durée totale du marché n'excédera pas 03 (trois) ans** à compter de l'entrée en vigueur du marché.

Le prestataire demeure tenu de réaliser les commandes passées par LYDEC avant la date d'expiration du marché.

Les obligations de garanties, de confidentialité incombant au prestataire survivront à l'expiration du présent marché. Ces obligations demeureront valables jusqu'à l'expiration de leurs durées spécifiques prévues par le présent marché.

ARTICLE II.12 - PENALITES - MESURES COERCITIVES

II.12.1 L'Entreprise devra immédiatement informer LYDEC de tout retard prévisible de livraison ou autre retard et des mesures prises afin d'y remédier (moyens de production, transport aérien etc...), toutes les dépenses supplémentaires qui en résultent étant supportées par l'Entreprise.

II.12.2 En cas de retard de livraison ou de toute autre nature de retard, LYDEC se réserve le droit d'appliquer à l'entreprise des pénalités de retard dans les conditions ci-après :

- En cas de retard non imputable à un cas de force majeure ou à une faute de LYDEC, l'Entreprise sera redevable de pénalités de retard calculées sur le montant total de la Commande concernée au taux de 0,5 % par jour calendaire de retard pour les 5 premiers jours, et porté à un pour cent (1%) par jour au-delà calculés sur le montant HT de la commande faisant l'objet du retard et ce par jour calendaire de retard, constaté en dépassement du délai de livraison, qui court du jour de réception du bon de commande par le prestataire.
- Si l'entreprise refuse de réaliser les essais nécessaires de l'activation et du fonctionnement du système de protection, Lydec appliquera une pénalité de deux mille dirhams par jour calendaire (2000 DH/j) à partir de la date de notification de cette pénalité par fax.
- En cas de retard dans le commencement des travaux à la date fixée dans le planning des travaux pour des raisons imputées à l'entreprise, Lydec pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de deux cents (200) DH par jour calendaire de retard jusqu'au commencement effectif des travaux suivi d'une mise en demeure par lettre recommandée.
- Si l'entreprise refuse de réaliser les travaux pour des motifs non justifiés, Lydec qualifiera ce refus de manquement grave de la part de l'entreprise à ces obligations contractuelles et appliquera une pénalité de 50 000 DH, retenue sur les sommes dues à l'entreprise, sans préjudice de l'application des mesures prévues dans le présent marché, notamment celles prévues dans l'article (Refus des ouvrages - Résiliation du marché) du présent CCAF.

- Le maître d'ouvrage informera l'entreprise de la défaillance constatée et de la pénalité qui lui sera appliquée. Ces pénalités seront retenues d'office sur les sommes dues à l'Entreprise
- Le montant maximum des pénalités de retard liées à une commande est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant de cette commande.
- Le cumul des pénalités de retard pour l'ensemble du marché (cumul de plusieurs retards sur plusieurs commandes différentes) est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant du marché.
- Lorsque ce plafond de 10% est atteint, ceci sera qualifié par manquement grave de l'entreprise et Lydec appliquera les dispositions de l'article II.12bis
- Sans préjudice de ce qui précède, LYDEC se réserve le droit d'appliquer l'une, plusieurs ou toutes les mesures ci-après:
 - réclamer à l'Entreprise son préjudice effectif ;
 - prononcer à tout moment, sans mise en demeure préalable ni autre formalité unilatéralement et discrétionnairement; la résiliation totale ou partielle de la ou des Commande(s) aux torts du l'Entreprise sans préjudice de tous dommages et intérêts ; la résiliation prendra effet à compter de la date de la de notification de lettre de résiliation au prestataire, La résiliation aux torts du prestataire s'effectue à ses frais et risques
 - s'adresser à un autre prestataire pour obtenir les produits ou services faisant l'objet de la ou des commande(s) concernée(s). Les frais résultant de ce nouvel achat et l'écart de prix éventuel seront à la charge de l'entreprise défaillante. Dans ce cas, le prestataire devra régler cet écart à LYDEC dans le délai et les conditions que cette dernière fixerait.
 - résilier discrétionnairement et unilatéralement le présent marché sans mise en demeure préalable ni autre formalité, aux torts exclusifs de le prestataire La résiliation prendra effet 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision de résiliation au prestataire. La résiliation aux torts du prestataire s'effectue à ses frais et risques

II.12.3 LYDEC se réserve, en outre, le droit de déduire des règlements à l'Entreprise le montant des pénalités précitées, le tout sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels LYDEC peut prétendre.

II.12.4 Ne pourront être considérés comme constituant un cas de force majeure que les événements répondant simultanément à toutes les conditions ci-après :

- a/ Ce ou ces événements doivent être irrésistibles et imprévisibles, c'est-à-dire totalement indépendants de la volonté de l'entreprise
- b/ l'entreprise ne doit avoir aucun moyen d'éviter leurs effets ou de pallier leurs conséquences,
- c/ A la suite de ces événements, l'entreprise s'est trouvée dans l'impossibilité absolue de livrer à la date prévue.

II.12.5 L'entreprise ne pourra invoquer les retards de ses propres prestataires ou sous-traitants que lorsque la cause de ces retards pourra être considérée comme un cas de force majeure en application de la présente clause.

II.12.6 La grève des employés de l'Entreprise ou la période du congé annuel de son personnel ne sera en aucun cas constitutive d'un cas de force majeure. Il en est de même des intempéries.

II.12.7 En cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini ci-dessus, l'Entreprise devra en informer LYDEC par écrit et sans délai, mais au plus tard dans les huit (8) jours calendaires de la survenance de cet événement, sous peine de déchéance du droit d'invoquer la force majeure. Il devra également faire connaître à LYDEC les moyens qu'il compte mettre en œuvre afin de limiter les effets de cet événement sur ses obligations. Les délais de livraison seront prolongés après accord.

ARTICLE II.12 BIS : AUTRES MESURES COERCITIVES

Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le Directeur Général de LYDEC ou son représentant dûment habilité à cet effet, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de sa société.

Le titulaire est invité au préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter, dans un délai de dix (10) jours, ses observations au regard des griefs qui lui sont reprochés.

Pour l'Entreprise

Forme juridique

- Au capital de
- Ayant son siège social au
- Affiliée à la CNSS sous le n°
- Inscrite au registre de commerce de, sous le n°
- Taxe Professionnelle
- I.F.
- Représentée par en qualité de de L'Entreprise, agissant au nom et pour le compte de l'entreprise, **dûment et régulièrement habilité à cet effet**, et désigné ci-après par **le prestataire**.

NB : En cas de groupement, toutes les entreprises formant ce groupement doivent être désignées et doivent signer le présent document

Date, cachet et signature

Lu et approuvé (mention manuscrite)